

André Comte-Sponville

Développement durable ou décroissance ?

Comment éviter la catastrophe ?

La notion de développement durable est à la mode. Mais, comme toujours, cela se paie d'un certain nombre de confusions, qui viennent en obscurcir le contenu ou la portée. On met trop souvent le développement durable à toutes les sauces, au point d'en diluer l'importance, d'en émousser le tranchant et d'en escamoter les enjeux véritables.

Qu'est-ce que le développement durable ? La réponse, souvent citée, est fournie par une définition canonique, formulée dès 1987 par Mme Gro Harlem Brundtland, qui fut Premier ministre norvégien et qui sera plus tard Présidente de l'OMS, mais qui parlait alors en tant que Présidente de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement. Le développement durable (*sustainable development*), disait Madame Brundtland, c'est « un développement qui répond au besoin du présent, à commencer par ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Cette définition, dans sa simplicité, me paraît particulièrement heureuse et forte ; je la fais mienne. C'est ce qui me rend réticent vis-à-vis de l'usage souvent inconsidéré qu'on fait, depuis plusieurs années, de ce concept. On nous répète à l'envi que le développement durable, ce n'est pas seulement l'écologie, la protection des ressources naturelles et de l'environnement, mais que cela doit rassembler trois dimensions, trois piliers, voire quatre : l'écologie, certes, mais

aussi l'économie et le social (voire, ajoutent certains, le sociétal). C'est faire du développement durable un concept fourre-tout, aussi pauvre en compréhension qu'il devient vaste en extension, et qui cesse dès lors d'être opératoire. Qui trop embrasse mal étreint... Qu'est-ce qui, à ce compte, pourrait ne pas relever du développement durable ? Bref, le coeur du problème du développement durable, à mon sens, ce n'est pas l'économie ni le social, c'est l'environnemental.

Cela ne veut pas dire que l'économie, ce n'est pas important. Cela ne veut pas dire que le social, ce n'est pas important. Mais cela veut dire que leur importance ne relève pas spécialement du développement durable. Le jour où les syndicats de votre entreprise feront grève, pour réclamer une augmentation de salaire, cela concernera clairement le social. Cela concernera clairement l'économie. Mais lequel d'entre vous se dirait : « J'ai un problème de développement durable ! » ? Lequel oserait dire à ses salariés : « Si j'augmente vos salaires, vous allez consommer davantage, donc polluer davantage : c'est contraire au développement durable... » Vous auriez le sentiment que ce serait confondre des domaines différents. Et le jour où l'un de vos concurrents lancera contre vous une OPA hostile, cela touchera clairement à l'économie. Mais reconnaissez que vous n'y verriez guère un problème de développement durable... Bref, ce qu'il y a de nouveau et de pointu dans la notion de développement durable, c'est d'abord la protection de l'environnement.

Et puis, je vais vous dire autre chose, c'est que l'économie, vous n'êtes pas près de l'oublier ! Parce que les clients sont là pour vous rappeler que le jour où vos produits seront soit moins bons soit plus chers que ceux de vos concurrents, c'en sera fini de votre entreprise. Vos actionnaires, si vous en avez, sont d'ailleurs là aussi pour vous le rappeler, avant que vos clients ne vous le rappellent. Quant au social, il y a des syndicats pour ça, et c'est heureux ! Le jour où vous oublieriez que votre entreprise doit satisfaire aussi les intérêts de vos salariés, j'espère bien que les syndicats feront fortement savoir qu'on n'est pas dans la bonne direction. Enfin, quant au sociétal, les O.N.G. et l'opinion publique, les médias et les gouvernements, qui ont pour fonction de défendre la

société, sont là pour vous crier « Casse-cou ! » Alors que pour l'écologie ou pour l'environnement, surtout pour l'environnement du futur, c'est-à-dire les générations des XXII^e ou XXIII^e siècles, eh bien, j'ai beau chercher, je ne les vois nulle part. C'est bien là le problème ! Les seuls qui ne puissent pas se défendre sont justement ceux qui sont vraiment concernés par le développement durable, c'est-à-dire les individus qui ne sont pas encore nés ou qui sont trop jeunes pour se défendre, disons les générations à venir. Si bien que non seulement ce qu'il y a de nouveau dans le développement durable, c'est l'environnemental, mais le chaînon le plus faible parmi ces trois ou quatre piliers, c'est justement l'environnement des générations futures, lesquelles, par définition, n'existent pas encore et que pourtant nous avons le devoir de protéger. Encore une fois, je ne dis pas du tout que l'économie, ce n'est pas important. C'est très important, spécialement pour une entreprise. Je ne dis pas que le social, ce n'est pas important. C'est très important, spécialement pour les salariés. Mais cela ne relève pas spécialement du développement durable.

Donc, je voudrais recentrer la réflexion sur ce qu'il y a à la fois de plus nouveau, de plus pointu et de plus fragile dans cette notion de développement durable, ou, comme on pourrait dire en décalquant pour une fois l'anglais, de développement *soutenable*. Le mot, en français, existe bien (le Petit Larousse en donne la définition suivante : « Qui peut être supporté, enduré »), mais n'est guère d'usage dans le registre qui nous occupe. En revanche, son contraire est à la fois très fréquent, très pertinent, donc très éclairant : un développement insoutenable, c'est un développement qu'on ne peut soutenir, ni poursuivre, ni supporter, ni justifier : c'est un développement qui ne peut pas durer. En l'occurrence, c'est donc notre mode actuel de développement, et c'est pourquoi il importe de le changer : le contraire du développement insoutenable qui est le nôtre, c'est ce qu'on appelle désormais, en français, le développement durable. C'est l'un des enjeux décisifs de ce XXI^e siècle. Comme nous avons peu de temps, je me contenterai de faire, à son propos, huit observations rapides.

L'écologie comme limite

La première observation, c'est que l'écologie apparaît aujourd'hui comme une limite. Limite de quoi, ou pour quoi ? Eh bien, justement, pour l'économie. Parce que je veux bien qu'il y ait trois piliers (l'écologie, l'économie, le social), et qu'il faille être bon dans les trois domaines. J'en suis d'accord. Le problème, c'est qu'en gros entre l'économie et l'écologie, il y a plutôt une contradiction. Vous savez que ces deux mots, « économie » et « écologie », cela s'entend d'ailleurs à l'oreille en français, sont des mots cousins. Ils ont la même origine étymologique. Les deux viennent du grec « *oikos* ». *Oikos*, en grec, c'est la « maison ». Mais notre maison, aujourd'hui, c'est le monde. C'est ça qu'on appelle la mondialisation.

Notre maison, aujourd'hui, c'est le monde. L'économie est sa gestion efficace ; l'écologie est sa gestion durable. Or, nous sommes en train de comprendre, depuis quelques décennies, que les progrès mêmes de l'efficacité *économique* sont en train de mettre en cause gravement les conditions de sa *durabilité écologique*.

Cela veut dire que la logique économique est celle de la croissance, et que cette croissance, d'un point de vue économique, est un processus en lui-même indéfini. On peut toujours rajouter de la richesse à de la richesse. C'est d'ailleurs ce que l'humanité fait, en gros, depuis la révolution néolithique, depuis au moins dix mille ans. Il y a eu des hauts et des bas, évidemment, des accélérations et des ralentissements, parfois même quelques reculs, mais, sur la longue durée, on n'a pas arrêté de rajouter de la richesse à de la richesse. C'est ce qu'on appelle la croissance. Ce processus, qui est universel, est encore plus spectaculaire dans les sociétés capitalistes, qui transforment la richesse en outil, pour créer davantage de richesse. Au fond, on ne va pas s'en plaindre : créer de la richesse, c'est la seule façon de faire reculer la pauvreté. Ce processus de croissance, d'un point

de vue économique, est logiquement indéfini — on peut toujours rajouter de la richesse à de la richesse —, sauf qu'il est en train de se heurter, et qu'il se heurtera de plus en plus, aux limites, elles strictement finies, de l'écologie. L'écologie, pour l'économie, est une limite externe. Pourquoi externe ? Parce que notre planète n'est pas à vendre : elle est hors marché, puisque tout marché est en elle. Parce que le monde, comme disent les écologistes, n'est pas une marchandise. Parce que la nature a toujours le dernier mot.

D'un point de vue économique, on peut toujours rajouter de la richesse à de la richesse. La croissance est un processus économique indéfini, mais qui se heurte aux limites, elles, strictement finies de l'écologie, c'est-à-dire au fond de la planète. Le jour où un milliard et demi de Chinois, un milliard d'Indiens aujourd'hui, mais bientôt un milliard et demi d'Indiens aussi, c'est-à-dire plus du tiers de l'humanité, vivront comme vivent les Européens ou *a fortiori* les Nord-Américains, avec la même consommation d'énergie fossile, d'eau douce et de protéines animales, la planète ne tiendra pas 30 ans. Or, nous n'avons évidemment aucun droit, et d'ailleurs aucun moyen, d'empêcher les Chinois et les Indiens, avec le taux de croissance hallucinant qui est le leur, de se développer comme nous l'avons fait, mais plus vite que nous, donc de se rapprocher tendanciellement du niveau de vie qui est le nôtre. Bref, si nous continuons dans la même logique *économique*, on va dans le mur *écologique*, et nous transmettrons à nos enfants une planète dont l'habitabilité sera considérablement fragilisée ou dégradée.

C'est une espèce de révolution, qui résulte elle-même de la rencontre entre deux révolutions différentes mais liées : la révolution industrielle et la révolution démographique.

Je participais, il y a quelques mois, à un débat avec l'économiste Christian Saint-Étienne. Il a donné des chiffres que je ne connaissais pas, et qui m'ont frappé. Savez-vous comment a évolué le niveau de vie individuel moyen, à l'échelle de la planète, entre le premier et le XVIIe siècle ? Eh bien, il est resté à peu près égal : il y a eu beaucoup de changements ici ou là, des crises, des

progrès, des reculs, mais en gros le niveau de vie moyen, à l'échelle de la planète, est resté le même. Savez-vous comment a évolué ce même niveau de vie moyen entre le XVIIIe et le XXe siècle ? Il a été multiplié par vingt ! C'est bien sûr lié à la révolution industrielle (ou aux trois révolutions industrielles successives : la machine à vapeur, l'électricité, l'informatique).

Mais cette révolution industrielle est en quelque sorte démultipliée par la révolution démographique qu'elle permet. Vers le milieu du XVIIIe siècle, quand commence la révolution industrielle, il y a environ 700 millions d'êtres humains sur terre. A la fin du XXe siècle, environ 6 milliards. La population a été multipliée par 8 ½, pendant que le niveau de vie moyen était multiplié par 20, ce qui veut dire, si je comprends bien, que la consommation globale a été multipliée, en gros, par 170. Or, on nous annonce 10 milliards d'être humains en 2050 (quatorze fois plus qu'au XVIIIe siècle), et chacun, bien sûr, souhaite que le niveau de vie, au moins des plus pauvres (mais ils sont aussi les plus nombreux) ait entre temps sensiblement augmenté, ce qui supposerait qu'on consomme 300 ou 400 fois plus qu'au XVIIIe siècle, soit à peu près, en un jour, ce que l'humanité, au XVIIIe siècle, consommait en un an... Qui ne voit que cette augmentation, dans une planète qui n'augmente pas, ne peut durer indéfiniment ?

C'est ça, la vraie révolution : la croissance économique n'est plus indéfinie ! Elle est indéfinie en principe, mais elle se heurte en pratique à des limites indépassables, qui sont celles de la planète. Vous savez, il s'est produit une révolution scientifique aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles (avec Copernic, Galilée, Newton), révolution qui a été résumée par un historien des sciences, Alexandre Koyré, dans le titre de son livre, très fameux, sans doute le plus célèbre de tous les livres d'histoire des sciences : « *Du monde clos à l'univers infini* ». Aux 16^{ème} & 17^{ème} siècles, avec Copernic, Galilée, Newton, on passe du monde clos, le monde fini de l'Antiquité et du Moyen-âge, à l'univers infini des temps modernes. Eh bien, la révolution actuelle, d'un autre point de vue, se fait en sens inverse. Si je devais écrire un livre sur le développement durable, je

l'appellerais : « *De l'univers infini au monde clos* », ou bien « *De l'univers infini au monde fini* ». Nous ne sortirons pas de la planète, et là, on se heurte à des limites que personne ne peut abolir. Nous ne changerons pas de planète. Il faut donc changer notre mode de développement.

En changer, ou renoncer au développement lui-même ? Cela m'amène à ma deuxième observation.

Développement durable ou décroissance ?

Développement durable et décroissance, ce sont deux notions qu'on confond parfois. A tort : non seulement elles ne sont ni synonymes ni équivalentes, mais elles s'opposent sur l'essentiel.

Dans « développement durable », il y a *développement*, ce qui suppose déjà la croissance et tend à la maintenir, voire à l'augmenter. C'est pourquoi les partisans de la décroissance disent souvent que l'expression de « développement durable » est un oxymore, voire une contradiction dans les termes. Ils l'illustrent souvent par une métaphore, qui n'est pas sans quelque apparente pertinence. Si vous prenez le train à Lyon pour aller à Marseille, disent-ils, et que vous découvrez, quelque temps après le départ du train, que vous roulez en vérité en direction de Paris, il faut en conclure que vous vous êtes trompés de train et en tirer les conséquences : descendre au premier arrêt (s'il y en a un avant Paris) et prendre un autre train dans la bonne direction. Alors que les partisans du développement durable, vus du point de vue des adeptes de la décroissance, se disent plutôt : « Oh la la ! Je ne vais pas dans la bonne direction ! Il faut faire quelque chose ! Je vais demander au conducteur de ralentir, de rouler le plus lentement possible ! » C'est idiot, disent les écologistes radicaux : si vous n'allez pas dans la bonne direction, le fait de ralentir ne règle aucunement la question. Ce qu'il faut, c'est changer radicalement de direction : descendre du train et en prendre un autre, choisir, non plus de croître plus lentement, mais

bien de décroître. La décroissance n'est pas un autre nom pour le développement durable ; c'est une autre voie, une autre direction, qui suppose, en gros, qu'on renonce au développement.

Je comprends bien ce qu'ils veulent dire, et ce n'est pas tout à fait faux : d'un point de vue écologique, la décroissance serait la meilleure solution, la seule peut-être qui résolve vraiment le problème. Mais elle est politiquement, socialement et économiquement impossible. Ce serait la solution idéale, d'un point de vue écologique. Mais je me méfie de l'idéal, quand il revient à condamner globalement le réel. Qui va expliquer aux centaines de millions de gens qui ne mangent pas à leur faim qu'il faut renoncer au développement ? Et aux mal-logés, chez nous ? Et même à la grande masse de la population : qui va lui expliquer qu'il faut renoncer à toute amélioration de leur niveau de vie ? Et vous-mêmes, qui vivez si confortablement : allez vous renoncer à votre voiture, à votre résidence secondaire, à votre piscine, à votre climatisation, à vos voyages en avion ? Ne rêvons pas. Seule une dictature pourrait l'imposer : la décroissance est incompatible avec la démocratie, comme elle l'est avec le progrès social.

Changer de train ? Mais si c'est le train du progrès – scientifique, technique, économique, politique, social – il n'en est pas question ! On ne va quand même pas donner tort, rétrospectivement, à 10 000 ans de civilisation et de croissance ! L'un de mes amis, écologiste radical, m'explique que le début de la catastrophe, c'est la révolution néolithique : jusque là, me dit-il, les humains ne vivaient que de la chasse et de la cueillette ; ils étaient prédateurs, comme la plupart des espèces animales, mais ne modifiaient pas réellement leur environnement. Avec l'invention de l'agriculture et de l'élevage, tout change : l'humanité transforme la planète, on passe de la prédation au progrès, et c'est l'origine de tous nos maux... Faut-il alors revenir au paléolithique ? Bien sûr que non ! Ni même au néolithique, ni même au XIXe siècle (d'ailleurs souvent bien plus polluant que le nôtre, à production égale), ni même à l'entre-deux-guerres...

Bref, la décroissance est impossible ou serait mortifère : il ne reste donc que le développement durable. La différence entre les deux, c'est que le développement durable, cela ne veut surtout pas dire qu'il faudrait revenir à l'étape antérieure. C'est où il faut se méfier, non certes de l'écologie en tant que telle, mais de certains discours de certains écologistes. Quand j'écoute José Bové, j'ai parfois le sentiment qu'il voudrait revenir à la belle époque, ou supposée telle, de l'entre-deux-guerres. Mais alors là, on est dans le mur non pas dans 30 ans mais dans 10 ans ! On ne va pas nourrir 6 milliards d'être humains avec les moyens qui en nourrissaient un et demi. Il n'y a évidemment aucune issue derrière nous. La seule chance que nous ayons d'échapper à la vraie catastrophe, c'est au contraire de continuer dans le sens du progrès scientifique et technique !

Pour tout vous dire, mon idée, c'est qu'il y aura des millions de morts ; mais l'humanité a toujours eu des morts – autant, par définition, que de vivants. Tout le monde finit par mourir un jour ou l'autre. Le plus tard possible ? Certes. Mais à âge fixe ou prévisible, certes pas. Souvenez-vous de la grippe espagnole, en 1919 : 1 % de la population mondiale a disparu. Cela ferait aujourd'hui 60 millions de morts parmi les 6 milliards d'individus... Eh bien voilà : je crains que les problèmes environnementaux, au XXI^e siècle, fassent au moins autant de dégâts, proportionnellement, que la grippe espagnole au XX^e. Ils peuvent en faire beaucoup plus... A nous de faire qu'ils en fassent le moins possible. Nous pouvons échapper, fort heureusement, à la disparition de l'humanité, du moins pendant un certain temps, mais à condition que le progrès scientifique et le progrès technique continuent. Bien loin qu'il faille développer le sentiment nostalgique, un peu obscurantiste, du style « C'est la faute aux sciences, c'est la faute aux techniques », il faut au contraire comprendre que nous ne pouvons échapper au pire que grâce aux scientifiques, que grâce aux techniciens, que grâce au progrès. De ce point de vue, quand José Bové ou d'autres écologistes saccagent des champs de recherche du C.N.R.S. parce qu'on y étudie les O.G.M., quoi qu'on pense des O.G.M. (sur cette question là, je n'ai ni

compétence ni opinion particulière), saccager des champs de recherche scientifique, c'est exactement le contraire de ce qu'il faut faire. L'attitude juste, c'est de faire des recherches pour mesurer les risques, éventuellement les avantages. Si on empêche de faire des recherches, ce n'est plus de l'écologie, c'est de l'obscurantisme.

La mondialisation

Troisième observation, très rapidement : la mondialisation. Un sens, ce n'est pas le sujet, sauf que ce phénomène là, l'économie qui se heurte aux limites de l'écologie, cela se passe dans une économie mondialisée. Non pas à cause de la mondialisation mais à cause de la croissance. Il se trouve que la croissance et le progrès technique (notamment la révolution des moyens de transport et de communication) ont entraîné une globalisation ou une mondialisation économique. Cette mondialisation, est-ce que c'est un danger ? Est-ce que c'est une chance ? C'est évidemment les deux. En gros, c'est ce qu'on appelle un défi. Mais, de toute façon, vous n'avez pas le choix. Personne ne peut revenir en amont de la mondialisation.

C'est un défi, mais, à mon avis, plutôt une chance, d'un point de vue économique, spécialement pour les pays les plus pauvres. J'entends bien que cela nous pose des tas de problèmes, à nous pays riches. Il y a les délocalisations, les fermetures d'usine, le chômage... Malgré tout, rappelez-vous, pour les gens de ma génération, quand nous étions enfants, on faisait la quête dans la rue pour nourrir les petits Indiens et les petits Chinois. Maintenant, on se demande ce qu'ils vont nous laisser d'abord pour l'industrie textile, et puis pour l'industrie informatique ou pour l'industrie tout court. Comme, moralement, je ne fais aucune différence entre les Européens, les Chinois et les Indiens, je me dis que, de ce point de vue, c'est un considérable progrès. Et la croissance économique de ces pays, qui s'explique pour une bonne part par la

mondialisation (parce que ceux qui sont sortis du sous-développement s'en sont sortis non pas malgré la mondialisation mais grâce à elle), c'est plutôt une bonne nouvelle. Dans une économie mondialisée, la pauvreté peut devenir un avantage concurrentiel (du moins pour les pays qui disposent d'un Etat à peu près efficace et qui jouent le jeu de l'économie de marché). Au fond, c'est tant mieux. A nous, maintenant, d'être à la hauteur du défi que cela nous pose. Mais on ne va pas se plaindre que 3 ou 4 milliards d'individus soient sortis ou soient en train de sortir du sous-développement en quelques décennies !

D'ailleurs, si nos anti-mondialistes d'il y a 10 ans se disent maintenant altermondialistes, et ils ont évidemment raison d'avoir changé de nom, c'est qu'ils ont très vite découvert que, dans les pays du tiers-monde, par exemple à Porto-Alegre, tout le monde était pour la mondialisation. Ce que les pays du tiers-monde nous demandent, à nous pays riches, c'est d'abord que nous leur ouvrons nos marchés, notamment agricoles. Or, ouvrir nos marchés, ce n'est pas moins de mondialisation, c'est plus de mondialisation.

Qu'on se batte pour une autre mondialisation, c'est tout à fait légitime. On ne va pas laisser la chose se faire toute seule ou n'importe comment. Mais refuser la mondialisation, c'est évidemment une impasse.

Il y a aussi, je ne vais pas m'y attarder car ce serait un autre débat, une mondialisation civilisationnelle, qui est en train de se mettre en place. Disons qu'on a le choix entre le « conflit des civilisations », comme dit Samuel Huntington, et la mise sur pied progressive d'une civilisation mondiale, à l'échelle du monde, laquelle n'empêche pas les différences de cultures. De même que dans la civilisation européenne, l'Espagne, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique ou la Suisse ont des cultures différentes, mais forment ensemble une même civilisation européenne, de même, dans la civilisation mondiale qui est en train de se constituer, il y aura évidemment différentes cultures nationales ou continentales. Mais on va vers cette civilisation mondiale. Faisons, pour l'illustrer ou la rendre plus concrète, une expérience de pensée.

Imaginez quatre jeunes cadres d'aujourd'hui, disons un Européen, un

Américain, un Japonais et un Marocain. Je ne crois pas que les différences, entre eux, soient très considérables. En tout cas, elles sont bien moindres que l'étaient les différences entre leurs 4 grands-parents. Ils travaillent par hypothèse dans la même entreprise, une multinationale quelconque. Ils font le même métier, avec la même compétence. Ils parlent ensemble, en anglais souvent, en français parfois, sur Internet ou dans des colloques. Ils se connaissent beaucoup mieux que leurs grands-parents ne pouvaient se connaître. Ils se respectent bien davantage. Ils ont d'autant moins de raisons de se haïr et de se faire la guerre. On ne va pas s'en plaindre !

Bref, je ne crois pas du tout que nous allions vers une guerre des civilisations. Ce que je crois, c'est au contraire qu'est en train de se constituer une civilisation mondiale, laïque, démocratique, respectueuse des droits de l'homme, et que c'est contre cette civilisation mondiale que se lèvent tous ceux (de Ben Laden à Le Pen, même s'ils sont évidemment très différents, et en passant, je le crains, par tel ou tel de nos écologistes) qui ont le sentiment qu'elle menace leur petit pouvoir, leurs petits privilèges, leurs petites traditions ou leur petits marchés. Conflit des civilisations ? Non pas. Mais conflit entre la civilisation mondiale qui est en train de se constituer – laïque, démocratique, respectueuse des droits de l'homme – et tous ceux qui la refusent, que ce soit au nom de leur nostalgie (notamment religieuse : intégrisme) ou de leur angoisse.

Cette civilisation mondiale, pour aller vite, je la symbolise par ce que j'appelle un certain nombre d'icônes, qui sont les icônes de la civilisation mondiale. La première icône de la civilisation mondiale, c'est Gandhi. Y en a-t-il un dans la salle qui ne se sente pas beaucoup plus proche de Gandhi que du roi ou de la reine d'Angleterre de l'époque ? Et d'ailleurs, qui peut me dire qui était le souverain britannique du temps de Gandhi ? La Reine Victoria ? Raté ! C'est George V. Mais tout le monde s'en fout de George V ! Gandhi, au contraire, nous éclaire tous. Nous avons tous pour lui un mélange de respect, d'admiration, de tendresse.

Autres icônes de la civilisation mondiale: le pasteur Martin Luther King, ou le Dalaï Lama aujourd'hui, ou encore Nelson Mandela. Voilà des gens appartenant à des cultures évidemment différentes, qui n'en représentent pas moins les valeurs laïques, démocratiques respectueuses des droits de l'homme de cette civilisation mondiale. Même chose pour Taslima Nasreen, cette femme du Bangladesh, condamnée à mort par une fatwa car elle avait osé se dire athée, qui se bat pour la libération des femmes et la laïcité.

Dernière icône, collective cette fois, de la civilisation mondiale : les étudiants chinois de la place Tienanmen, massacrés à Pékin par la police du régime communiste, alors que ces étudiants criaient, je n'invente pas, c'est avéré, « Liberté, égalité, fraternité » !

Donc, la mondialisation, c'est une opportunité économique, et c'est aussi une opportunité culturelle. C'est enfin un besoin politique. Parce que, dès lors que tous les problèmes économiques et écologiques se posent à l'échelle du monde, du fait de la globalisation, nous avons besoin d'une politique qui se passe elle-même à l'échelle du monde. Je ne parle pas d'un Etat mondial, qui ne me paraît ni possible ni souhaitable, mais d'une politique à l'échelle du monde. Ce qui passe par des négociations entre Etats, par des accords (vous avez vu la conférence de Kyoto, sur le climat, et les problèmes que cela pose, notamment avec les Américains), cela passe par des rapports de forces, des compromis, etc. Mais c'est ce qu'il s'agit d'inventer, parce que sinon, si tous les problèmes économiques et écologiques se posent à l'échelle du monde alors que nos moyens d'action politique n'existent qu'à l'échelle nationale (ou continentale, dans le meilleur des cas, si on pense à l'Europe en construction), alors il se creuse un tel déphasage entre l'échelle mondiale des problèmes et l'échelle nationale ou continentale de nos moyens d'action sur ces problèmes, que ça nous voue à l'impuissance. L'urgence, aujourd'hui, ce n'est surtout pas de renoncer à la mondialisation économique ; c'est de se donner les moyens d'une mondialisation politique — d'une politique à l'échelle du monde.

Changer pour durer

Quatrième remarque, toujours en allant très vite : ce que j'aime, dans le développement durable, ce n'est pas seulement le développement, donc le changement, le progrès, c'est aussi le *durable*. J'aime bien cette idée de *durabilité*, notamment dans le monde de l'entreprise. Parce qu'il y a une espèce de mode, dans l'idéologie managériale du moment, que j'appellerais volontiers « l'idolâtrie du changement ». Dès qu'un chef d'entreprise peut changer quelque chose, il est content. Dès qu'il ne change pas tout, il se demande s'il n'y a pas déjà un problème. « Tout va bien, me disait l'un d'eux : il faut que je change quelque chose ! » Qu'il faille changer, parfois ou souvent, j'entends bien ; mais de là à en faire un absolu... Peut-être allez-vous changer de femme ou de mari dans les prochaines années ; mais est-ce que vous en serez forcément fier ? Est-ce que vous changez d'amis comme vous changez de chemise ? J'espère que non. Est-ce que vous changez d'idées comme vous changez de chemise ? J'espère que non. Et s'il faut toujours tout changer, pourquoi vous battez-vous pour la pérennité de votre entreprise, la fidélisation de vos clients ou la stabilité de votre actionnariat ? Bref, il ne s'agit pas de changer pour changer ! Le changement est parfois une nécessité, une contrainte ; mais la fidélité est une vertu et une force. La persévérance aussi. La fidélité, la persévérance, c'est-à-dire, en gros, ce qui résiste au changement. Cela veut dire qu'il faut changer, certes, mais *pour durer*. Le changement, ce n'est pas un but, c'est un moyen. Le but, c'est de durer. Et c'est parce que nous voulons que le développement dure que nous avons besoin de changer notre mode de développement. Cela oui, bien sûr. Il faut changer, il faut s'adapter, pour ne pas mourir, pour « persévérer dans l'être », comme dit Spinoza. Non pas changer pour changer, donc, mais changer pour durer.

Cela vaut pour l'entreprise. Cela vaut aussi, me semble-t-il, pour la civilisation. C'est ce que j'appelle la fidélité. J'aime bien ce mot. Vous le savez

peut-être, en français, le mot « fidélité » est le doublet d'un autre mot, qui est le mot « foi ». Cela signifie que ces deux mots, « foi » et « fidélité », ont la même origine étymologique, en l'occurrence, le latin « *fides* », mais bien sûr, en français moderne, deux sens différents. Je dis souvent que la fidélité, c'est ce qui reste de la foi quand on l'a perdue. Qu'est-ce que j'entends par là ? J'entends par là la chose suivante : est-ce que sous prétexte que moi, par exemple, je ne crois pas en Dieu, est-ce que sous prétexte que notre société, en Europe occidentale, y croît de moins en moins (c'est ce qu'on appelle la déchristianisation dans nos vieux pays chrétiens), est-ce qu'il faut pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain, comme on dit, et renoncer, en même temps qu'au Dieu socialement défunt (comme pourrait dire un sociologue nietzschéen), à toutes ces valeurs morales, culturelles, spirituelles que nous avons reçues et que nous avons donc à charge de transmettre ? Parce que la seule façon d'être vraiment fidèle à ce qu'on a reçu, c'est évidemment de le transmettre ! De ce point de vue, je ne suis pas du tout prêt à me mettre à genoux devant le « Dieu changement », si cela veut dire que 2000 ans de civilisation chrétienne doivent s'arrêter avec nous. Que vous croyez en Dieu ou pas, ça c'est votre problème. Pour ma part, je n'y crois pas. Ce n'est pas une raison pour faire une croix, si j'ose dire, sur 2 000 ans de civilisation occidentale ! Que notre civilisation s'arrête avec nous, ça serait une des plus grandes fautes que nous pourrions faire vis-à-vis de nos descendants. Autrement dit, le développement durable, cela suppose trois choses : 1) Que le changement soit au service de la durée, et pas l'inverse ; 2) Que nous transmettions à nos descendants une planète habitable, certes ; mais aussi, 3) une civilisation digne de ce nom. Parce qu'au fond si on leur transmet une planète habitable sans leur transmettre les valeurs qui vont avec, les valeurs qui sont les nôtres, les valeurs qui nous ont faits, alors il y a tout lieu de penser que cela ne leur évitera pas la catastrophe.

La nature n'est pas Dieu

Cinquième observation... J'ai envie de dire : « La nature n'est pas Dieu ; les techniques ne sont pas le diable. » Je m'en prends là, si vous voulez, à ce que j'appellerai volontiers une « religion écologiste », qui est en fait une idolâtrie de la nature. Parce qu'on a parfois le sentiment, à écouter certains débats, que dès qu'on veut transformer la nature, on est déjà dans le péché, dans le mal. Mais alors, l'humanité est coupable, en gros, depuis le néolithique ! Regardez nos paysages. Nos forêts sont en vérité beaucoup plus belles sans doute depuis que l'homme s'en occupe. Regardez nos champs, nos bocages, nos haies, nos chemins. Regardez nos villes. Est-ce qu'il faut regretter que Venise, Tolède, Paris ou New York existent, sous prétexte que nous avons transformé la nature ? Heureusement que cela existe ! Ce sont des merveilles absolues ! Si bien qu'il faut réhabiliter l'idée que transformer la nature, ce n'est pas une faute, c'est plutôt une des tâches depuis toujours de l'humanité. Ce qu'il faut à mon avis s'interdire de modifier, ce n'est pas la nature, c'est la nature humaine, ou ce qu'il y a de naturel dans l'humanité, je veux dire son patrimoine génétique. Alors là, oui, s'agissant des manipulations génétiques sur les cellules germinales, celles qui transmettent le patrimoine héréditaire de l'humanité, je pense qu'il faut être extrêmement vigilant, extrêmement prudent, et même résolument conservateur ! S'agissant en revanche du maïs, du blé ou du colza, pour reprendre l'exemple des O.G.M., je ne vois pas pourquoi je devrais refuser d'en modifier les germes si nous pouvons faire mieux. Qu'il faille prendre des précautions pour ce faire, bien sûr ! Qu'il y ait des risques, sans doute ! A nous de les mesurer, de les limiter, voire, peut-être, de les éviter. C'est l'idée même du principe de précaution, dont je dirai un mot dans un instant. Mais ce n'est pas une raison pour se mettre à genoux devant le Dieu-Nature, ni pour diaboliser du même coup tout ce qui est scientifique, technique ou industriel. L'industrie a plutôt été et continue d'être, pour l'humanité, une chance formidable. On ne va pas regretter le Moyen Age ou la Préhistoire !

Le principe de précaution

Sixième observation : c'est justement ce fameux principe de précaution. Ce qui me frappe, concernant ce principe dont on nous rabat les oreilles en permanence, c'est que tout le monde le cite mais que personne ne l'énonce. Or, un principe n'a qu'un seul avantage, c'est qu'il est facile à énoncer.

Le principe de causalité, c'est que tout fait a une cause et que, dans les mêmes conditions, la même cause produit les mêmes effets.

Le principe de non-contradiction, c'est que deux propositions contradictoires ne peuvent pas être vraies toutes les deux.

C'est simple. Cela tient en une phrase, un principe. Le principe de précaution, on en parle sur nos écrans de télévision plusieurs fois par jour, et jamais vous n'allez trouver quelqu'un pour l'énoncer. En revanche, si vous essayez de comprendre comment il fonctionne, vous découvrirez qu'il y a une énonciation implicite du principe de précaution, qui n'est pas la formulation qu'on trouve dans les textes notamment du parlement français (que j'évoquerai tout à l'heure et qui me paraît une meilleure formulation, sauf qu'elle est tellement embrouillée que personne n'y comprend rien). Mais la formulation implicite, celle qui est à l'oeuvre dans l'esprit de nos contemporains, en gros c'est la suivante : « Ne faisons rien qui présente un risque que nous ne sommes pas capables de calculer exactement et que nous ne sommes pas certains de pouvoir surmonter. » Le principe a l'air tout à fait raisonnable. Sauf qu'à ce compte, nous avons tous eu tort de nous lever ce matin ; car, quand on se lève, on prend un risque que personne n'est capable de calculer exactement ni certain de pouvoir surmonter. Le problème, c'est que rester au lit toute la journée et tous les jours, c'est mauvais pour la santé : c'est très risqué ! Autrement dit, la formulation implicite à l'oeuvre dans les médias, chez beaucoup de nos hommes politiques et beaucoup de nos concitoyens, en gros, c'est : « Dans le doute,

abstiens-toi ». Mais comme il y a toujours un doute, puisqu'on vous répète à satiété que le risque zéro n'existe pas, ce qui pour le coup est très vrai, il faudrait s'abstenir toujours ! Si on vous dit « Dans le doute, abstiens-toi », comme il y a toujours un doute, on s'abstient toujours ! Et c'est ainsi que le principe de précaution devient paralysant et mortifère.

Il m'arrive d'imaginer un débat, au fin fond du paléolithique, il y a quelque 100 000 ans, entre deux *homo sapiens*. D'un côté, il y a une espèce d'apprenti sorcier ou de bricoleur surdoué, qui est en train de bricoler avec des silex et des bouts de bois. Il essaie de faire du feu. Et, en face, il y a un sage écologiste qui lui dit : « Oh la la, t'es fou ! Le feu, c'est dangereux ! Il y a un risque ! On n'est pas capable de le calculer exactement ! On n'est pas sûr de pouvoir le surmonter ! Il y aura des milliers de morts ! » Il y a eu des millions de morts. Mais on a appris à faire du feu et à le maîtriser.

Ou un débat, au tournant des 17^{ème} et 18^{ème} siècles : il y a un apprenti sorcier, un bricoleur de génie qui bricole avec des bassines, des tuyaux, des pistons, du feu — il essaie de fabriquer une machine à vapeur. Et, en face, il y a un sage écologiste qui lui dit : « Oh la la ! Une machine à vapeur ! T'es fou ! Il y a un risque ! On n'est pas capable de le mesurer exactement ! On n'est pas sûr de pouvoir le surmonter ! Il y aura peut-être des milliers de morts ! » Il y a eu des millions de morts. Mais on a fait la révolution industrielle. Est-ce que quelqu'un ici le regrette ?

Bref, si on accepte d'entrer dans cette logique non pas de la précaution mais de l'évitement du danger, de la peur du risque, on est voué à la paralysie. Que diriez-vous de celui qui vous dirait : « En matière d'alpinisme et de sexualité, j'ai pris mes précautions : j'ai choisi la plaine et la chasteté ! » Vous vous diriez que ce n'est plus précaution mais fuite, plus prudence mais évitement du danger. Vous auriez bien sûr raison. A l'échelle de la société, une telle compréhension du principe de précaution nous conduit à la paralysie, disais-je, donc, avec l'explosion démographique qui est la nôtre, à la mort ! Et là, ce ne sont pas des millions de morts qu'il y aura ! Ce sont des centaines de

millions de morts.

La vraie formulation du principe de précaution, elle est tout autre à mon sens. On la trouve dans les textes législatifs français de façon un peu complexe. Moi, je l'énonce plus simplement. A mon avis, la bonne formulation du principe de précaution est la suivante : « N'attendons pas qu'un risque soit certain ni que nous soyons capables de le calculer exactement pour entreprendre de le réduire ou de l'empêcher. » Ou encore : « N'attendons pas qu'un risque soit avéré et qu'on puisse le calculer exactement pour entreprendre de le réduire ou de le supprimer. » Non pas du tout : « Dans le doute, abstiens-toi » ; mais au contraire : « Dans le doute, agis ». Le principe de précaution bien compris n'est pas un principe d'inhibition, c'est un principe d'action. D'ailleurs, ce qu'on a reproché au Dr Garetta, dans l'affaire du sang contaminé en France, ce n'est pas d'avoir agi. Parce que sinon, ce sont les témoins de Jéhovah qui auraient raison : puisque la transfusion représente un risque qu'on n'est pas capable de calculer exactement, il ne faudrait jamais faire aucune transfusion sanguine. Non, ce qu'on a reproché au Dr Garetta, c'est qu'une fois qu'on a découvert qu'il y avait un risque spécifique venant du sang des prisonniers, il n'a rien fait. On ne lui reproche pas d'avoir agi, mais on lui reproche de ne pas avoir agi. Et je crois que cela doit être rappelé dans nos débats d'aujourd'hui.

Urgence de la politique

Septième observation : faiblesse de la morale, puissance de l'économie, urgence de la politique. Faiblesse de la morale, parce que si vous comptez sur la conscience morale des uns et des autres pour que les Européens arrêtent de prendre leur voiture ou qu'ils ne la prennent plus qu'exceptionnellement, lors de grandes occasions, comme on va à la messe à Pâques et à Noël, si vous comptez sur leur conscience morale pour réduire l'effet de serre, eh bien, vous croyez encore au Père Noël ! Cela dépend de vous et de moi ? Oui, mais dans la mesure

seulement où nous agissons ensemble, voire parfois les uns contre les autres, ce qui passe toujours par la politique. On en a eu un exemple assez spectaculaire en France, et même un peu humiliant. Je ne suis pas un fou du volant, mais, comme tous les Français depuis 30 ans, je roulais un peu trop vite. Plutôt à 140 qu'à 130 sur autoroute. Plutôt à 100, 110 sur nationale un peu dégagée qu'à 90. Ce qui est humiliant dans l'histoire, c'est que 30 ans de philosophie n'ont pas réussi à me faire rouler à 90 km/h. Trois p.v. venant de trois radars, trois points en moins sur mon Permis, ont fait qu'instantanément un philosophe qui n'est pas le plus mauvais s'est mis à respecter la loi. La philosophie, à côté, est impuissante. Pour moi, c'est une humiliation sans nom. Trois petits p.v., plus forts qu'Aristote, Spinoza ou Kant ! Malgré tout, ça suffit, en tout cas c'est plus efficace, en matière de sécurité routière, que la lecture, pendant 30 ans, des plus grands philosophes du monde... Rouler moins vite, pourtant, cela dépend de vous et de moi... Oui. Mais sans policiers, sans radars, sans pv, cela ne suffit pas. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire qu'il dépend de vous et de moi que l'effet de serre d'abord se stabilise, et puis peut-être diminue, mais cela passe nécessairement par la politique, par la loi et par la contrainte. Cela dépend de vous et de moi en tant que citoyens, et non pas de vous et de moi en tant qu'individus moraux, ni, encore moins, en tant que consommateurs. D'autant que notre conscience morale... Peut-être qu'on va être prêt, les uns les autres, à prendre plutôt une douche qu'un bain, oui, ça, c'est vrai, surtout quand on aime bien la douche, et puis, l'enjeu n'est pas trop important. Renoncer à la climatisation en été, déjà on n'est pas tous prêts à ça. Quant à renoncer à la voiture, aux voyages en avion, à la résidence secondaire...

Surtout qu'il faut ajouter, à la faiblesse morale, la puissance de l'économie. Parce qu'enfin, il faut bien gagner sa vie. De même que les actionnaires de nos entreprises ne sont pas prêts à renoncer au profit, personne ici n'est prêt à renoncer à son salaire, à son niveau de vie, à son confort, à ses voyages... Et, de ce point de vue, entre la force considérable du marché, d'autant plus considérable qu'elle est la force de tout le monde (parce que le marché ce n'est

pas seulement les méchants actionnaires et les méchants industriels, c'est aussi, et peut-être d'abord, les gentils consommateurs), et la force ou la faiblesse de la conscience morale en chacun, il y a une telle disproportion que le pire est à craindre. Et c'est justement parce que la force du marché est considérable que si on compte sur le petit peu de conscience morale que nous avons les uns et les autres, à nouveau nous allons dans le mur.

Puissance de l'économie. Faiblesse de la morale. Urgence de la politique. La seule solution possible, autour du développement durable, passe nécessairement par la politique. Par une politique à l'échelle du monde, de préférence, c'est ce que je disais tout à l'heure s'agissant de la mondialisation, mais commençons déjà par nos pays. Et, de ce point de vue, l'Europe peut avoir, a déjà mais doit avoir davantage, un rôle majeur.

Le rôle des entreprises

Huitième et dernière observation : cela ne veut pas dire que l'entreprise, en matière de développement durable, n'ait pas son rôle à jouer. Parce qu'évidemment, entre la conscience morale des individus, d'une part, et les contraintes du politique d'autre part, je dirais en quelque sorte à l'interface entre les deux (puisque l'entreprise est bien sûr soumise à la loi et qu'en même temps elle est constituée d'individus), l'entreprise a un rôle qui peut être majeur, certes pas suffisant, et sans doute moindre que le rôle de la politique dans un sens large, mais qui peut être important dans cette action pour le développement durable. De ce point de vue, quand je vois ce qui se fait dans le monde de l'entreprise, et ce qui ne se fait pas dans la vie privée des uns et des autres, j'ai envie de dire, sans vouloir dorer la pilule à quiconque, que les entreprises ont fait, en 20 ans, beaucoup plus de progrès que les individus. C'est-à-dire, pour les professionnels que vous êtes, que vous êtes bien meilleurs dans le cadre de votre métier que dans le cadre de vos loisirs. Cela vaut aussi pour moi, bien sûr.

Beaucoup de nos plus grandes entreprises ont pris des tas de décisions, les appliquent, les contrôlent. On arrive souvent à des résultats quantifiables, qui sont parfois spectaculaires. Lequel d'entre nous peut nous dire que, pour des raisons écologiques, il a réduit sa consommation d'essence ne serait-ce que de 30% ? Je crains qu'il y en ait très peu ici. Peut-être même aucun. Plusieurs entreprises l'ont fait. Donc, arrêtons de diaboliser nos entreprises. Les entreprises se comportent souvent mieux que les individus, pour deux raisons : la première, c'est que les entreprises sont constituées de professionnels, et que là, encore, on a besoin de bons professionnels. La deuxième raison, c'est que les entreprises sont confrontées à des contraintes législatives de plus en plus rigoureuses, et à des contrôles autrement contraignants que ceux auxquels sont soumis les individus. Il n'en reste pas moins que c'est une chance pour notre société que nos entreprises se soient emparées de ce problème du développement durable jusqu'à en faire l'un de leurs objectifs. Là, on retrouve les trois piliers. L'objectif principal de l'entreprise, c'est d'abord de créer de la richesse, notamment de créer du profit. Un autre but d'une entreprise, c'est de servir la société, et, en tout cas, de ne pas violer la loi, parce qu'il y a des sanctions à craindre. Et puis, c'est aussi l'intérêt de l'entreprise : aucune entreprise n'a intérêt à travailler dans un environnement dégradé, et toutes ont intérêt à ce que le développement puisse être durable. C'est où l'économique, le social et l'écologique peuvent et doivent se rencontrer. Tant mieux ! Et, dans ces domaines, les entreprises ont fait un progrès spectaculaire, je crois, dans la prise de conscience, dans le fait de s'emparer de cette question du développement durable. Elles ont raison : c'est ce que demandent leurs clients, et a aussi leurs salariés, spécialement chez les plus jeunes. Difficile, aujourd'hui, de recruter un jeune un peu talentueux, et de le fidéliser, si on ne lui montre pas qu'on se soucie aussi de l'environnement ! Donc les entreprises se préoccupent, et se préoccuperont de plus en plus du développement durable. Attention de ne pas

rêver que cela dispense les Etats de prendre des décisions qui s'imposent, ou que cela dispense les individus d'un minimum de responsabilité. Ne comptez pas sur votre entreprise pour être morale à notre place, ni pour être écologique ou responsable à votre place, ni, bien sûr, pour être citoyenne à votre place ! Là, la responsabilité des individus reste évidemment décisive.

La plus belle définition de la vie que je connaisse, c'est celle d'un médecin, le docteur Bichat, au tournant des 18^{ème} et 19^{ème} siècles : « La vie est l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort. » Je dirais volontiers la même chose à propos du développement durable. Je dirais volontiers la même chose de la civilisation. Je dirais que la civilisation, c'est l'ensemble des savoirs, des savoir-faire et des valeurs qui résistent à la barbarie. De ce point de vue, le développement durable, depuis déjà plusieurs décennies, fait partie de la civilisation. Cela veut dire que le développement *insoutenable*, pour reprendre l'expression que j'évoquais tout à l'heure, c'est-à-dire le développement qui est le nôtre aujourd'hui, le développement qui ne peut pas durer, fait le jeu de la barbarie.

Comment éviter la catastrophe ? En revenant en arrière ? Surtout pas ! En adorant la nature ? Non plus. Mais en défendant la civilisation, y compris contre elle-même.

Le progrès est-il une illusion ? Bien sûr que non : les sciences, les techniques le prouvent, mais aussi les libertés syndicales, l'impôt sur le revenu, la sécurité sociale, les droits de l'homme... Non, le progrès n'est pas une illusion. Mais ce serait une illusion de croire que le progrès soit une garantie ou une assurance tout risque.

Ne confondons pas la fidélité et le conservatisme. Soyons fidèles, mais fidèles aussi à nos idéaux de progrès. Ce à quoi nous assistons, ce n'est pas la fin du progrès ; c'est la fin des illusions que nous nous faisons sur lui. Mais cesser de se faire des illusions sur le progrès, ce n'est pas cesser d'y tendre, ni se résigner à la régression ou à la barbarie.

Le XXIème siècle sera fidèle, ou il ne sera pas.

Le développement sera durable, ou il ne sera plus.

Le progrès sera responsable, ou il s'inversera en barbarie.

Je vous remercie pour votre attention.

Copyright André Comte-Sponville

Toute reproduction interdite sans autorisation de l'auteur